



Arrêt

n° 74 320 du 31 janvier 2012
dans l'affaire X / III

En cause : **X**
 agissant en qualité de tutrice de
 X

Ayant élu domicile : **X**

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile, à l'Immigration et à l'Intégration sociale

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 octobre 2011, en qualité de tutrice, par X agissant en qualité de tuteur de X, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de séjour sans ordre de quitter le territoire (annexe 26 *quater*) et de l'ordre de reconduire (annexe 38) pris le 7 septembre 2011 et notifiés le même jour à l'égard de X, de nationalité guinéenne.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « la Loi ».

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 21 novembre 2011 convoquant les parties à l'audience du 6 décembre 2011.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me V. DOCKX, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me G. POQUETTE loco Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le requérant est arrivé en Belgique le 30 mai 2011.

1.2. Le 1^{er} juin 2011, le requérant a introduit une demande d'asile. Le même jour, la partie défenderesse lui a reconnu le statut de mineur étranger non accompagné.

1.3. Le 6 juillet 2011, le Service des Tutelles lui a désigné une tutrice, Madame [V.C.].

1.4. La consultation du fichier « HIT EURODAC » a révélé que les empreintes du requérant ont été prises en Italie le 6 avril 2011.

1.5. Le 11 août 2011, les autorités belges ont sollicité la reprise en charge du requérant par les autorités italiennes en application du Règlement CE n°343/2003 du 18 février 2003, établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres par un ressortissant d'un pays tiers (dit ci-après « *le Règlement Dublin II* »).

1.6. Le 7 septembre 2011, la partie défenderesse a pris à l'égard du requérant une décision de refus de séjour sans ordre de quitter le territoire, motivée comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION:

La Belgique n'est pas responsable de l'examen de la demande d'asile, lequel incombe à l'Italie (1) en application de l'article 51/5 de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et l'article 20(1)(c) du Règlement 343/2003.

Considérant que le relevé du fichier Eurodac indique que l'intéressé a introduit une demande d'asile en Italie (à Bari) en date du 06/04/2011;

Considérant que les autorités belges ont adressé aux autorités italiennes une demande de reprise en charge le 11/08/2011;

Considérant que les autorités italiennes n'ont adressé aucune réponse à notre demande de reprise, dans ce cas l'article 20(1)(c) du présent Règlement stipule que si l'Etat membre ne fait pas connaître sa décision dans le délai d'un mois ou de deux semaines, il est considéré qu'il accepte la reprise en charge du demandeur d'asile;

Considérant que lors de son audition à l'Office des étrangers, le requérant a déclaré d'une part que c'est Madame [M.] (la dame qui l'a hébergé en Italie) qui lui a choisi la Belgique, et d'autre part c'est parce qu'ici on parle le français;

Considérant que les critiques relatives aux conditions d'accueil en Italie ne suffisent pas pour faire obstacle à l'application du Règlement 343/2003, que l'Italie est un pays respectueux des droits de l'Homme doté d'institutions démocratiques auprès desquelles l'intéressé pourrait faire valoir ses droits;

Considérant que l'Italie est signataire de la Convention de Genève, qu'elle est partie à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et qu'elle est pourvue de juridictions indépendantes auxquelles le requérant pourrait recourir en cas de décision négative, ou de demande d'asile non traitée avec objectivité; qu'en outre, au cas où les autorités italiennes décideraient de rapatrier le requérant en violation de l'article 3 de la Convention de sauvegarde, celui-ci, pourrait, tous recours épuisés, saisir la Commission européenne des droits de l'Homme et lui demander, sur base de l'article 39 de son règlement intérieur, de prier lesdites autorités de surseoir à l'exécution du rapatriement jusqu'à l'issue de la procédure devant cet organe;

Considérant que l'intéressé a invoqué des problèmes médicaux mais que rien n'indique dans son dossier que celui-ci a introduit une demande de régularisation sur base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 (sic);

Considérant que l'Italie dispose d'une infrastructure médicale de qualité et d'un corps médical compétent où l'intéressé peut continuer son suivi médical.

Pour tous ces motifs, les autorités belges estiment ne pas pouvoir faire application de l'article 3.2 du Règlement 343/2003. ».

Le même jour, la partie défenderesse a pris à l'égard du requérant un ordre de reconduire, motivé comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION:

Considérant que le relevé du fichier EURODAC indique que l'intéressé a introduit une demande d'asile en Italie (à Bari) en date du 06/04/2011;

Considérant que les autorités belges ont adressé aux autorités italiennes une demande de reprise en charge le 11/08/2011;

Considérant que les autorités italiennes n'ont adressé aucune réponse à notre demande reprise, dans ce cas l'article 20(1)(c) du présent Règlement stipule que si l'Etat membre ne fait pas connaître sa décision dans le délai d'un mois ou de de deux semaines, il est considéré qu'il accepte la reprise en charge du demandeur d'asile;

Considérant que lors de son audition à l'Office des étrangers, le requérante (sic) a déclaré d'une part que c'est une dame, Madame [M.] qui a choisi la Belgique, et d'autre part qu'ici on parle le français;

Considérant que les objections relatives aux conditions d'accueil en Italie ne suffisent pas à faire obstacle à l'application du règlement 343/2003, que l'Italie est un pays respectueux des droits de l'Homme doté d'institutions démocratiques auprès desquelles l'intéressé peut faire valoir ses droits; ».

Il s'agit des actes attaqués.

2. Question préalable

En application de l'article 34 du Règlement de procédure du Conseil, la note d'observations déposée par la partie défenderesse doit être écartée des débats. Cet écrit de procédure a en effet été transmis au Conseil le 19 octobre 2011, soit en dehors du délai de huit jours à compter de la communication de la requête, laquelle a eu lieu le 10 octobre 2011.

3. Exposé du moyen d'annulation

3.1. La partie requérante prend en réalité un second moyen de « *LA VIOLATION DES ARTICLES 1, 3 ET 13 DE LA CEDH, DES ARTICLES 51/5 § 2 DE LA LOI DU 15 DECEMBRE 1980 (sic) ET DE L'ARTICLE 3.2. DU REGLEMENT CE N°343/2003 DU 18 FEVRIER 2003, DE L'ARTICLE 2 ALINÉA 2 DE LA LOI-PROGRAMME DU 24 DECEMBRE 2002 RELATIVE A LA TUTELLE DES MENA (sic), DE L'ARTICLE 22BIS DE LA CONSTITUTION ET DES ARTICLES 2 ET 3 DE LA CIDE (sic), DE L'OBLIGATION DE MOTIVATION DES ACTES ADMINISTRATIFS, DES ARTICLES 2 ET 3 DE LA LOI DU 29 JUILLET 1991 (sic), DE L'ARTICLE 62 DE LA LOI DU 15 DÉCEMBRE 1980 (sic), ET DU PRINCIPE GÉNÉRAL DE BONNE ADMINISTRATION* ».

3.2. Dans une première branche du moyen, la partie requérante invoque la violation des articles 1, 3 et 13 de la CEDH.

Elle argue du fait que le conseil du requérant a informé la partie défenderesse de ce que le requérant n'a pu bénéficier en Italie d'une prise en charge adaptée et n'a pu avoir accès aux soins nécessités par son état de santé. Elle fait valoir que cette situation est confirmée par de nombreux rapports relatifs à l'accueil des demandeurs d'asile en Italie, produits en annexe au présent recours.

Elle considère dès lors que le transfert du requérant risque d'entraîner une violation de l'article 3 de la CEDH et qu'il appartenait à la partie défenderesse d'évaluer ce risque « *in concreto, avant d'appliquer le règlement « Dublin »* ». Elle se réfère à l'arrêt MSS contre Belgique, en vertu duquel les critères dudit règlement ne doivent pas être appliqués de façon automatique. Elle ajoute que les Etats membres disposent d'un pouvoir d'appréciation et sont tenus de vérifier que les droits fondamentaux du demandeur d'asile seront respectés lors de l'examen de sa demande d'asile dans l'Etat membre responsable et qu'il n'y subira pas de traitement inhumain et dégradant.

En conséquence, elle estime que la partie défenderesse aurait dû s'assurer de l'effectivité et de l'adéquation de la prise en charge du requérant par les autorités italiennes en tenant compte de la situation individuelle du requérant, mineur étranger non accompagné. Elle s'appuie sur des arrêts de la Cour EDH, de la Cour de Cassation ainsi que du Conseil d'Etat. Elle relève à cet égard qu'il ne ressort pas de la motivation de la décision attaquée que la partie défenderesse a procédé à ces vérifications.

Elle soutient en outre que le requérant n'a pas eu accès à un recours effectif au sens de l'article 13 de la CEDH compte tenu de son caractère non suspensif et du fait qu'il ne permet pas de vérifier de façon effective les risques de violation de l'article 3 encourus en cas de transfert.

3.3. Dans une seconde branche du moyen, la partie requérante se prévaut de la violation de l'article 51/5, §2 de la Loi et de l'article 3.2. du Règlement Dublin II et affirme que compte tenu des particularités de l'espèce dont il s'agit, la partie défenderesse aurait pu décider qu'il y avait lieu d'examiner la demande d'asile du requérant en Belgique.

3.4. Dans une troisième branche du moyen, la partie requérante reproche à la partie défenderesse d'avoir violé les dispositions visées au moyen desquelles il ressort que « *Dans toute décision le concernant, l'intérêt supérieur du mineur doit être la considération primordiale* ». Elle prétend que le requérant sera reconduit dans un pays où il a subi des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH et où il risque d'en subir à nouveau alors même que les circonstances particulières de la cause s'y opposent.

3.5. Dans une quatrième branche du moyen, la partie requérante rappelle la teneur de l'obligation de motivation formelle telle qu'elle ressort des dispositions visées au moyen et ajoute que l'administration est astreinte à une obligation de motivation matérielle en vertu du principe de bonne administration selon lequel l'administration est tenue de statuer en tenant compte de tous les éléments de la cause. Elle s'appuie à cet égard sur des extraits d'arrêts du Conseil d'Etat et se réfère à un arrêt du Conseil de céans.

Elle reproduit l'extrait de la motivation de l'acte attaqué qu'elle entend critiquer. Elle fait valoir que le conseil du requérant a informé la partie défenderesse de ce que le requérant n'a pu bénéficier en Italie d'une prise en charge adaptée et n'a pu avoir accès aux soins nécessités par son état de santé et souligne que cette situation est confirmée par de nombreux rapports relatifs à l'accueil des demandeurs d'asile en Italie.

Elle considère en conséquence que la motivation est inadéquate en ce que la partie défenderesse a estimé que « *les critiques relatives aux conditions d'accueil en Italie ne suffisent pas pour faire obstacle à l'application du Règlement 343/2003* » dès lors que « *l'Italie est un pays respectueux des droits de l'Homme doté d'institutions démocratiques auprès desquelles l'intéressé pourrait faire valoir ses droits* » compte tenu des particularités de l'espèce.

Elle estime que la partie défenderesse aurait dû s'assurer du respect des droits fondamentaux du requérant en Italie, du respect des directives européennes dans l'examen de la demande d'asile en termes de procédure et d'accueil et que le requérant ne subirait pas de traitements contraires à l'article 3 de la CEDH. Elle ajoute que la partie défenderesse ne pouvait se limiter à une présomption et qu'il lui appartenait de vérifier au préalable l'effectivité et l'adéquation de la prise en charge du requérant par les autorités italiennes.

S'agissant de l'état de santé du requérant, elle soutient que le motif tiré de l'introduction ou non par le requérant d'une demande de séjour fondée sur l'article 9 *ter* de la Loi n'est pas pertinent et fait grief à la partie défenderesse d'avoir présumé que le requérant aurait accès à un suivi médical en Italie alors que ce dernier n'a pu y bénéficier lors de son séjour d'un accueil et d'une prise en charge adaptée. Elle relève à cet égard qu'il ne ressort pas de la motivation de l'acte attaqué que la partie défenderesse ait procédé à une quelconque vérification quant à ce.

Au vu de ces considérations, elle conclut que la motivation des actes attaqués est stéréotypée, tautologique et inadéquate.

4. Discussion

4.1. Sur la première branche du moyen, s'agissant de l'article 3 de la CEDH, le Conseil rappelle que cet article dispose que « *Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants* ». Cette disposition consacre l'une des valeurs fondamentales de toute société démocratique et prohibe en termes absolus la torture et les traitements inhumains ou dégradants quels que soient les circonstances et les agissements de la victime (jurisprudence constante: voir p.ex. CEDH 21 janvier 2011, M.S.S./Belgique et Grèce, § 218).

La Cour EDH a déjà considéré que l'expulsion par un Etat membre peut soulever un problème au regard de l'article 3 de la CEDH, et donc engager la responsabilité d'un Etat contractant au titre de la Convention, lorsqu'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que l'intéressé courra, dans le pays de destination, un risque réel d'être soumis à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH. Dans ces conditions, l'article 3 de la CEDH implique l'obligation de ne pas expulser la personne en question vers ce pays (voir Cour EDH, *Y v. Russie*, 4 décembre 2008, § 75, et les arrêts auxquels il est fait référence; *adde* EHRM, *Muslim v. Turquie*, 26 avril 2005). Le constat qu'il existe des indications sérieuses que l'étranger sera, dans l'Etat qui est responsable du traitement de sa demande d'asile, directement ou indirectement soumis à des traitements prohibés par l'article 3 de la CEDH, impose par conséquent à l'Etat membre où se trouve l'étranger concerné de faire application de l'article 3.2. du Règlement Dublin II.

Afin d'apprécier s'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que l'étranger encourt un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH, le Conseil se conforme aux indications données par la Cour EDH. A cet égard, celle-ci a jugé que, pour vérifier l'existence d'un risque de mauvais traitements,

il y a lieu d'examiner les conséquences prévisibles de l'éloignement du requérant dans le pays de destination, compte tenu de la situation générale dans celui-ci et des circonstances propres au cas de l'intéressé (voir Cour EDH, *Y.v. Russie*, 4 décembre 2008, § 78; Cour EDH *Saadi v. Italie*, 28 février 2008, §§ 128-129 ; Cour EDH, *N. v. Finlande*, 26 juillet 2005, § 167 et Cour EDH *Vilvarajah et autres v. Royaume Uni*, 30 octobre 1991, § 108 *in fine*).

Ensuite, en vertu de l'obligation de motivation formelle visée dans la quatrième branche du moyen, il appartient à l'autorité compétente d'informer la partie requérante des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fût-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé. L'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

4.2. En l'espèce, le Conseil observe que par courrier daté du 6 septembre 2011 et faxé le même jour, auquel était annexé un courriel émanant de [J.M.], psychologue clinicienne suivant le requérant, le conseil du requérant a informé la partie défenderesse de ce que « *l'état psychologique du requérant nécessite par ailleurs une prise en charge, qui est en cours en Belgique, et à laquelle il n'a pas eu accès et ne pourrait avoir accès en Italie* ». Le courriel précité précise en effet que « *[A. O.] a vécu une expérience particulièrement traumatisante qui a laissé des séquelles que nous travaillons actuellement en thérapie. Il souffre de différents symptômes dont des insomnies, des cauchemars et des flash backs (reviviscences des scènes traumatiques du passé). Il éprouve également un sentiment important de culpabilité engendrant un (sic) mésestime de lui-même ainsi que idéations suicidaires. Ce tableau clinique confirme un syndrome de stress post-traumatique dont il faut tenir compte dans la suite à donner à son séjour en Belgique* ».

Par ailleurs, le Conseil relève qu'il apparaît à la lecture de la déclaration du 9 août 2008, actée dans le cadre de la procédure de reprise et figurant dossier administratif, que le requérant a avisé la partie défenderesse de ce qu'il n'avait bénéficié en Italie d'aucune prise en charge, et à *fortiori*, d'aucun encadrement médical. Cette déclaration mentionne en effet les éléments suivant :

« *Italie arrivée 2 jours plus tard (sic)*

- *On a été receuillis (sic) par les autorités italiennes*
- *On nous a identifiés et on a pris nos empreintes digitales*
- *Je n'ai jamais été entendu par les autorités italiennes*
- *Je n'ai pas introduit de demande d'asile*
- *Après unjour (sic), on nous a libérés*

J'ai croisé une dame dénommée [m. (sic)] une burkinabée (sic), qui m'a aidé.

Elle m'a hébergé mais je ne connais pas le nom de la ville

Après 2 mois elle en a eu assez car je ne faisais rien

Elle m'a finalement laissé dans la rue ».

Aussi, le Conseil estime que l'information médicale communiquée par la partie requérante avant la prise de la décision querellée, obligeait la partie défenderesse à s'interroger davantage quant à une possible violation de l'article 3 de la CEDH en cas d'expulsion en Italie du requérant, compte tenu particulièrement de l'état de santé du requérant et de sa vulnérabilité en raison de sa minorité, et à procéder à de plus amples investigations sur l'accès aux soins médicaux nécessaires dans les centres pour demandeurs d'asile en Italie.

Le Conseil considère en outre que l'absence d'introduction d'une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9 *ter* de la Loi ne dispensait pas la partie défenderesse de prendre en considération les éléments portés à sa connaissance dans le cadre de la procédure d'asile initiée devant elle. Il convient à cet égard de préciser que lesdits éléments étaient en effet susceptibles d'avoir une influence sur sa décision de ne pas faire application de la clause de souveraineté sise à l'article 3.2. du Règlement Dublin II, laquelle lui permet d'examiner une demande d'asile dans l'hypothèse même où la Belgique ne serait pas l'Etat membre désigné comme étant responsable en vertu dudit règlement.

De surcroît, le Conseil relève si la motivation du premier acte attaqué indique que « *l'Italie dispose d'une infrastructure médicale de qualité et d'un corps médical compétent où l'intéressé peut continuer son*

suivi médical », il n'en demeure pas moins que la situation particulière du requérant en tant que demandeur d'asile, n'a pas été prise en compte. En effet, la partie défenderesse ne s'est prononcée à aucun moment et d'aucune manière sur la question de savoir si les soins nécessités par les problèmes médicaux invoqués par le requérant lui sont accessibles, ou en d'autres termes, si, eu égard à sa situation individuelle, ce dernier aura un accès suffisant aux soins médicaux dispensés par le système de santé italien.

4.3. En ce qu'elles sont prises de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et de l'article 62 de la Loi, combinés à l'article 3 de la CEDH, les premières et quatrièmes branches du moyen sont, dans les limites décrites ci-dessus, fondées et suffisent à justifier l'annulation des deux actes attaqués.

L'annulation de l'ordre de reconduire (annexe 38) est effectivement justifiée dès lors qu'il s'agit d'un accessoire direct de la décision de refus de séjour sans ordre de quitter le territoire (annexe 26 *quater*).

4.4. Il n'y a pas lieu d'examiner le premier moyen pris ou les autres développements du second moyen pris qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

5. Débats succincts

5.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation est accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. Les décisions attaquées étant annulées par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

La décision de refus de séjour sans ordre de quitter le territoire (annexe 26 *quater*) et l'ordre de reconduire (annexe 38) pris le 7 septembre 2011 sont annulés.

Article 2

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente et un janvier deux mille douze par :

Mme C. DE WREEDE,

président f. f., juge au contentieux des étrangers

Mme C. CLAES,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

C. CLAES

C. DE WREEDE